

- Bonjour à toutes,

Après plusieurs réunions avec le corps enseignant ainsi qu'avec la direction, nous avons décidé, étudiant.e.s de 5ème année de l'ESAD Grenoble, de nous réunir sans professeur.e.s ni administration, afin d'entendre nos voix et nos opinions.

Tout au long de cette réunion plusieurs questions ont été soulevées. Le télé-diplôme convient-il à toutes ? Ne serait-il pas un facteur aggravant des inégalités sociales ? Avons-nous envie de creuser ces écarts ? Tenons-nous à consulter un jury ? Avons-nous les ressources nécessaires pour le faire ? À quoi le télé-diplôme peut ressembler et quelles en sont les modalités ? Qu'est ce que le "diplôme en art" ? Etc...

Etant une classe nombreuse (17 étudiant.e.s), il nous paraît indispensable d'essayer de prendre en compte chaque situation.

Comme il a déjà été évoqué, notamment dans diverses lettres écrites par les étudiant.e.s d'autres écoles mais aussi par une lettre ouverte des étudiant.e.s des premières années de l'ESAD-GV du site de Grenoble, les débats quant à la tenue des diplômes ne soulèvent pas seulement des questions de calendriers prévisionnels, mais concernent également le présent du confinement et les enjeux de l'évaluation du travail en école d'art.

En effet nous n'avons pas toutes la même continuité pédagogique quant au travail à fournir en vue du diplôme: certain.e.s poursuivent leur travail quasiment comme avant le confinement, d'autres ne se positionnent pas encore et sont tout juste en réadaptation, ou encore certain.e.s ne sont pas en capacité (psychologique ou technique) de continuer leur travail.

Le confinement est aussi une situation qui accentue les inégalités sociales et notamment celles entre étudiant.e.s, qu'elles soient économiques (job étudiant terminé et donc impossibilité de payer son loyer, travail en tant que caissier·ère etc...), matérielles (accès à la WIFI, aux outils de travail, au calme et à un espace pour travailler) et psychologiques (le confinement peut être beaucoup plus compliqué à vivre pour des personnes se trouvant isolé.e.s et/ou souffrant de troubles psychologiques, dépression, angoisses...). Ces problématiques sont déjà prises en compte par certain.e.s membres du corps enseignant, mais il nous paraît important de les souligner à nouveau. Ainsi pour beaucoup d'entre nous les conditions actuelles de vie et de travail sont bouleversées et nous ne pouvons plus fournir un travail équivalent, ce qui pose la question des critères d'évaluation.

Depuis le début de ce confinement, nous entendons nous dire par beaucoup de voix, qu'il faut nous saisir de cette situation, que le confinement se devrait d'être vécu de manière *productive* et *créative*. Nous sommes certain.e.s à penser que cette situation, dans son caractère non seulement inédit mais aussi angoissant, peut être perçu et même vécu, comme un moment de pause et de non-obligation sociale. Faire "*comme si de rien n'était*" est, premièrement, impossible pour certain.e.s d'entre nous et deuxièmement, loin d'être souhaitable.

Si nous regardons également ce qu'est, concrètement, un "Télé-diplôme", celui-ci ne correspond pas forcément à ce qui devrait être le coeur de notre formation et toutes les pratiques que nous avons développé au cours de notre cursus ne peuvent pas toujours s'épanouir au travers d'un document pdf ou d'un entretien en vidéo conférence. N'existe plus les notions d'espaces ni même de plasticité des travaux que nous montrons. Pour certain.e.s étudiant.e.s, le parcours effectué depuis le début de ce master est totalement remis en question.

Nous n'oublions pas celles et ceux qui ont des pratiques qui, au contraire, se trouvent adaptées pour le mieux à ce type d'exercice et même leur permet une certaine valorisation de leur travail, mais les outils proposés dans le cadre de celui-ci, ne permettent pas l'expression plastique de la diversité des pratiques existantes à l'ESAD-GV.

On pourra se voir rétorquer, comme a pu le faire, dans une lettre à ses étudiant.e.s, le directeur de l'école d'art d'Annecy, que notre devoir en tant que futur artiste est de trouver des moyens de s'adapter à la situation. Le problème étant que cette logique de "Télé-diplôme", "Télé-travail", "Télé-vie-amoureuse", se trouve ancrée dans une perspective qui dépasse de loin la situation. Nous refusons d'être les cobayes de ce type d'entreprise et/ou même, de créer un quelconque précédent préconisant ce type de dispositif.

Plus largement, la question qui se pose ici est de savoir si nous voulons d'un "Télé-monde", un monde où le coeur de nos existences se trouve être renvoyé dans un ailleurs virtuel.

Il est aussi important de noter que cette année n'a pas été faite de rien. Elle a existé. Des choses ont été réalisées et des dialogues instaurés. Il est pour nous mille-fois préférable de s'en tenir à ce qui a été plutôt que de faire croire :

- - 1) Qu'il existe une forme de continuité pédagogique. L'inégalité de nos situations fait que ce n'est pas le cas pour tou.te.s, **ce qui n'est pas un discours abstrait puisque c'est ce qui se produit actuellement dans notre promotion.** De plus on retrouve cette problématique dans l'ensemble de l'enseignement, que ce soit les collèges, les lycées, les universités et les formations professionnelles et techniques.
- - 2) Qu'une formation en présentielle telle que la notre puisse être remplacée par une formation à distance, comme une nouvelle norme pour toutes (entraînant des RDV et diplômes dématérialisés). Il n'y a pas d'équivalence entre ce que nous vivons aujourd'hui et ce que nous avons vécu au cours de ces dernières années à l'école, tant dans les moyens techniques que dans la manière dont nous pouvons dialoguer entre tou.te.s les acteur.ice.s de cette école.
- - Aussi il nous paraît important de souligner que par le passé, des personnes non-valides et/ou en difficultés psychologiques ont pu demander l'adaptation de notre formation pour des raisons personnelles (handicap, neurotypie, etc...) ou encore artistiques (pratique numérique, performance vidéo, etc...) et que la réponse à ces demande s'est toujours vue refusée. Nous n'oublions donc pas que des personnes puissent se déployer au sein de ces dispositifs et nous nous interrogeons donc sur l'aspect brutal et surprenant de ce revirement de position quant à la teneur de notre formation.
-

- 3) Que nous puissions nous transformer en informaticien.ne.s afin de répondre à un exercice qui ne concerne pas le champ d'activité dans lequel nous nous inscrivons depuis le début de notre scolarité à l'ESAD-GV. Bien qu'il y ait une certaine demande de *flexibilité* de nos compétences, nous ne pouvons nous transformer du jour au lendemain en (web)designer.euse, codeur.euses. Ne ne sommes pas tou.te.s équipé.e.s pour cela, ni même ne désirons ce type de retournement. Encore une fois, ce n'est pas un discours abstrait, puisque le télédiplôme implique un déploiement technique auquel nous ne sommes pas formé.e.s, qui parfois ne concerne pas nos pratiques (mais parfois oui) et que nous ne possédons pas tou.te.s. La réalité est qu'à l'ESAD Grenoble nous ne sommes pas formé.e.s sur ces outils numériques (logiciels, sites web etc...) de manière stricte (nous apprenons sur le tas en fonction de nos besoins et de ce que peuvent nous apporter les enseignant.e.s et techniciens), aussi même si nous avons toutes pu au moins entrevoir ces outils cela peut être un véritable affrontement quand au fait de devoir produire des choses qui seront évaluées. À l'ESAD l'utilisation de ces outils se fait de manière personnelle et ne rentre pas dans notre formation, bien que cela puisse être une continuité à notre parcours, elle n'en fait pas partie et **ça n'est pas à deux mois d'un diplôme qu'on peut nous le demander.**
- 
- Nous refusons de devoir toujours être du "bon côté de la rivière", de devoir en permanence s'adapter coûte que coûte. Le bricolage a du bon certes, nous sommes d'accord sur ce point, mais cela n'est pas permis à toutes ou encore ne peut pas toujours être possible. Il y a des réalités à prendre en compte. Des réalités économiques, matérielles, physiques, psychologiques, sociales,... qui elles, sont bien présentes et malheureusement ne se dissiperont pas en claquant des doigts.

Cette situation met donc en perspective des choses qui dépassent largement nos quotidiens au sein de l'école et questionne de manière plus abrupte nos pratiques artistiques et nos positionnements en tant que personnes, individus au sein du monde social. Cela pose des questions qui nous semblent importantes dans la tournure que les événements prendront dans le futur : Serons-nous acteur.ice.s de nos réseaux de la même manière ? Nos pratiques continueront-elles de la même manière ? Pouvons-nous penser avoir des objectifs similaires pour celles et ceux qui souhaiteraient continuer à faire leur route dans le champ de l'art ? Ou basculons nous lentement vers un monde entièrement digitalisé ? Finalement, est-ce souhaitable que les choses continuent ainsi ? Quelles sont réellement nos marges de manoeuvre ? ...

Toutes les questions qui sont posées ici en posent de nouvelles mais soulèvent aussi des interrogations liées à la nature même du *Diplôme*. Un moment ritualisé permettant une forme de validation donné par des personnes acteur.ice.s du champs de l'art, que l'on nomme habituellement du mot "*Pairs*". Ce moment a toujours posé de nombreuses questions dans sa forme et pose parfois la question de l'équité entre les différent.e.s participant.e.s. Ces inéquités, dans cette forme distante, sont renforcées et peuvent même, déservir totalement le travail de part sa forme numérique.

Le fait de conserver des entretiens "diplômant" nous paraît tout à fait questionnable. Il nous est dit que "le jury donnera le diplôme à toutes" ce qui met donc en relief le fait de l'objectivité réelle de celui-ci. Cela doit-il avoir lieu ? La fonction d'un jury ne devient-elle pas obsolète ? D'autant que pour certain.e.s étudiant.e.s ce moment de jury peut être un facteur de stress et d'angoisses. Pourquoi le conserver ?

Pour toutes ces raisons, nous nous opposons au passage d'un télé-diplôme pour cette année (année scolaire 2019-2020), qui nous semble creuser encore plus les inégalités et voit l'accès au diplôme comme encore plus élitiste qu'il ne l'était déjà.

Nous vous proposons donc, une réflexion pour un diplôme inédit au vu de cette situation inédite... Ainsi qu'une réflexion pour le futur, sur les modalités du passage du diplôme. Bien que chacun.e soit dans une situation différente, nous vous proposons différentes pistes pour redéfinir ces modalités afin que ce diplôme se passe dans des conditions les plus égalitaires/équitables possible en mettant nos égos respectifs de côté pour le bien de toutes.

Voici nos propositions, dans l'ordre pour :

### 1. Cette année :

- Des diplômes administratifs donnés ou sur contrôle continu (mais dans ce cas la seule validation par les enseignant.e.s de la section nous pose question du fait de la non neutralité de ceux-ci et donc des relevés de notes, ainsi que la durée sur laquelle ce dit contrôle continu devra être établi au vu des étudiant.e.s arrivé.e.s en cours de cursus).
- Penser dans un second temps à un entretien avec des acteur.ice.s du champ de l'art pour ceux qui le souhaitent. Il pourrait être discuté d'un temps à prévoir, pour ainsi pallier à ce que peut nous apporter le diplôme (en soit une ouverture vers des acteur.ices.s extérieur.e.s et un exercice de verbalisation de notre travail) que ce soit en présentiel ou par télé-entretiens.

### 2. L'année prochaine :

- L'organisation de l'exposition des diplômé.e.s lors de l'année 2020-2021 devra être un moment professionnalisant pour ceux qui ont besoin de ce temps de monstration et d'inviter, d'autres acteur.trice.s du champ de l'art (cf. point précédent).
- Des possibilités d'accès à l'école l'année suivante (année 2020-2021) pour les étudiant.e.s diplômé.e.s du DNSEP (refaire un semestre pour finir ses pièces par exemple et pour permettre de rattraper le temps de pratique en atelier perdu).

### 3. Le futur :

- Avoir la possibilité de choisir les modalités de diplôme, présentiel ou dématérialisé, décidées en fonction des besoins de chacun.e et/ou de la pertinence au vu du travail plastique. (converser optionnellement le télédiplôme)

Nous refusons le télé-diplôme comme **norme et unique solution**. Cependant nous ne rejetons pas son existence et sa pertinence pour certain.e.s individu.e.s et certaines pratiques artistiques.

Nous demandons que les recherches sur les modalités de passage du télé-diplôme soient poursuivies pour qu'il puisse être mis en place pour les futurs diplômé.e.s. et que cette possibilité puisse être **un choix**.

Nous vous invitons à vous saisir de ces questionnements et réflexions ainsi qu'à les poursuivre.

Pour la rédaction de cette lettre, nous nous sommes appuyé.e.s sur celle rédigée par des étudiant.e.s de la HEAR Strasbourg, pour diverses raisons :

- Nous rejoignons et partageons leurs réflexions, leurs préoccupations et leurs propositions.
- Depuis le début du confinement, les étudiant.e.s en école d'art se mobilisent et se rassemblent afin de discuter et de trouver des solutions ensemble. Il nous semble important de souligner cette interconnexion à travers les différentes écoles et de s'inscrire également, nous étudiant.e.s de 5A de L'ESAD-GV, dans cette mobilisation nationale.
- Nos demandes et revendications ne sont pas isolées mais bien communes.

Aussi nous prenons en compte le fait que nous ne soyons pas tous d'accord au sein de notre classe. Cette lettre est un questionnement, un positionnement, une proposition. Elle n'est pas unanime et n'a pas besoin de l'être car il n'y a rien de décisionnel. C'est une position parmi d'autres et nous pensons qu'il est important qu'elle soit entendue.

Bien à vous,

Des étudiant.e.s de 5A Grenoble. (ajouter les signataires au dessous)

Léa\_  
Emile  
Julien  
Leïla  
Sarah  
Steven